

arrivent à marches forcées pour prêter main forte à Sanchez.

On pense que la révolution va devenir générale et que Bogran sera forcé, s'il n'est pas fait prisonnier, de quitter le pays.

Les troupes des garnisons actuellement en route pour le secourir pourraient bien se révolter, attendu que, depuis quelque temps, elles n'ont pas été payées; le mécontentement général règne partout et seuls les officiers maintiennent l'ordre.

Bogran a été considéré comme l'instrument de Barillas et a mis le pays en banqueroute.

Un grand nombre d'habitants des districts et de la frontière ont signifié leur intention de demander l'annexion à Nicaragua et au Salvador.

Si Bogran est défait, il est probable que le pays sera partagé entre le Guatemala, Salvador et Nicaragua.

Les présidents Sacaza et Ezeta ont augmenté les garnisons des frontières à la suite de la révolte, et ont donné instructions aux commandants de leurs troupes d'empêcher la formation de tout corps armé qui chercherait à envahir le Honduras.

Ils désirent conserver une stricte neutralité dans la présente guerre civile.

Des nouvelles particulières reçues de la ville de Guatemala attestent la gravité de la révolution du Honduras. On pense que Barillas essaiera de fournir de l'aide à son allié Bogran et ce faisant entraînera une guerre générale dans l'Amérique Centrale.

Les démarches de Barillas sont l'objet de contrôle sévère.

—Le général Bogran, président du Honduras, qui était cerné avec ses troupes dans un quartier de Tegucigalpa, a réussi à sortir de la capitale. On ne sait pas encore où il a été établir ses quartiers généraux. Le général Sanchez, qui est maintenant en possession de la capitale a envoyé des troupes à sa poursuite.

Il semble que le général Sanchez est maître de la situation, et l'on dit qu'il va déclarer un gouvernement *de facto* et envoyer des représentants à Savador, Costa Rica, Nicaragua, et peut être au Mexique et aux Etats-Unis. Une dépêche chiffrée du Guatemala annonce que Barillas a envoyé un millier de soldats à l'aide de Bogran pour s'emparer de nouveau de Tegucigalpa et rétablir l'ordre dans Honduras.

La plus grande excitation règne dans la capitale du Guatemala et l'on prédit une autre grande guerre.

CAUSERIE AGRICOLE

Rapport du Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation de la province de Québec.

Ce rapport couvre tous les sujets qui touchent à l'agriculture : expositions centrales et régionales, sociétés d'agriculture, expérimentations, écoles d'agriculture, sociétés de colonisation, mérite agricole, beurreries et

fromageries, écoles du soir dans les campagnes, dotation des familles de douze enfants, réorganisation du Conseil d'Agriculture sous la présidence de l'hon. M. Joly, etc.

Assurer au moyen d'octrois généreux, l'organisation d'expositions permanentes à Montréal et à Québec; comme la chose se pratique à Ontario; encourager de plus en plus les expositions régionales comme celles qui ont eu un si grand succès cette année; continuer à réparer le regrettable désarroi des sociétés d'agriculture, qui jusqu'à ces dernières années n'existaient guère, en bien des cas, que sur le papier et paraissaient plutôt viser la caisse publique que l'amélioration de cultures; pousser énergiquement la colonisation par des moyens pratiques et non plus par cette routine qui a été jusqu'ici impuissante contre le courant de l'émigration; grouper par noyaux de colonisation les familles de douze enfants dotés de 100 acres de terre chacun; répandre l'instruction gratuite dans les campagnes, en même temps que la science agricole; voilà à grands traits le programme agricole de M. Mercier.

La province est-elle prête pour ce grand réveil de l'industrie nourricière du pays? En ce cas, la nouvelle législature a-t-elle la besogne toute faite, autant qu'elle en pourra expédier. De son concours dépend la réalisation de cette œuvre d'expansion nationale. M. Mercier ne se flatte pas de pouvoir ramener de là-bas ceux qui y font de l'argent; mais il veut rendre à nos campagnes leur aspect florissant d'autrefois, il veut doubler la superficie cultivée de la province. Son projet de colonisation est vaste et superbe: plus de ces menus travaux de colonisation ça et là, mais en procédant par districts, en concentrant l'action du département sur des points donnés, en ouvrant de grandes artères dont la construction seule attirerait des populations dont on pourrait aisément encourager l'établissement, fondant ainsi chaque année des paroisses, des cantons nouveaux. C'est la reprise d'idées patriotiques bien souvent énoncées, mais en vain, sous l'ancien régime, par Mgr Labelle et les autres partisans de la colonisation. En 1881, M. Charles Langelier, alors simple député, saisissait la chambre d'un projet de loi dans ce sens; en 1884, il développait ce sujet dans les colonnes de *l'Electeur* sous sa signature.

Ce serait là la vraie protection qui neutraliserait le mal que fait l'autre. Mais pour cela, dira-t-on, il faut dépenser. Certes oui, pour faire de l'argent il faut en dépenser, comme pour vendre sa marchandise il faut acheter celle des autres. Mais si cette politique doit rapporter cent pour cent, qui peut s'y opposer? Nous souhaitons que la nouvelle législature donne son concours à tous ces projets qui compose le programme de M. Mercier.

En attendant, on lira avec intérêt le rapport du ministre de l'Agriculture, que voici:

A Son Honneur l'honorable Auguste Réal Angers, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Honneur.

Les rapports et les statistiques des différentes branches du département dont vous avez bien voulu me confier la